

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 25 JANVIER 2006

Assurer un suivi des fonds de toutes origines

Le Conseil des ministres s'est réuni le mercredi 25 janvier 2006, au Palais de la Présidence de la République au Plateau, sous la présidence de son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République.

Ouvrant la séance, le Président de la République a donné la parole au Premier ministre pour présenter le projet de décret portant attributions des membres du Gouvernement. Prenant la parole, le Premier ministre, Chef du Gouvernement a tenu à présenter avant toute chose, les vœux de nouvel an du Gouvernement à son Excellence Monsieur le Président de la République. Ce sont des vœux de bonne santé pour le Chef de l'Etat, pour ses parents, ses proches, ses amis, mais aussi pour la Côte d'Ivoire malade depuis plus de trois ans. Ce sont également des vœux de paix pour le Président de la République et pour notre pays. Le Premier ministre a renouvelé l'engagement du Gouvernement à tout mettre en œuvre pour être à la hauteur de la mission que le Chef de l'Etat lui a confiée, afin que le peuple de Côte d'Ivoire retrouve la paix, le bonheur et la prospérité.

Répondant au Premier ministre, le Président de la République a exprimé ses vœux de bonheur, de santé et de paix au Chef de Gouvernement et à tous les membres du Gouvernement. Le Chef de l'Etat a rappelé l'urgente nécessité de sortir de la crise socio-politique qui perdure et a insisté sur le fait que le temps est précieux et qu'il n'y en a plus à perdre.

Le Président de la République a souhaité vivement que l'année 2006 soit la bonne pour notre pays, ainsi que pour tous ses habitants et émis le vœu ardent que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire.

Abordant l'ordre du jour proprement dit, le Conseil a adopté un projet de décret et entendu deux communications.

I – DECRET

Au titre du Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Sur présentation du Premier ministre et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé un décret portant attributions des membres du Gouvernement. Ce décret reconduit la plupart des attributions contenues dans le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation Nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003. Il tient également compte de la nouvelle nomenclature du Gouvernement et du renforcement des attributions de certains ministères. Il est à noter que les ministères directement concernés par les missions définies dans la Résolution 1633 du Conseil de Sécurité des Nations unies reçoivent des attributions spécifiques tenant compte de cette nouvelle donne. Il est également à relever la nécessité d'assurer un suivi des fonds de toutes origines et de garantir une cohérence dans les engagements internationaux pris par la Côte d'Ivoire, ce qui justifie que le ministère de l'Economie et des Finances et le

ministère des Affaires étrangères soient étroitement associés à l'exercice des attributions de certains ministères. De manière générale, le décret en ce qui est des ministres, souligne le fait qu'ils sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement dans les matières relevant de leur compétence.

En ce qui est du Premier ministre, le décret rappelle sa mission habituelle, à savoir l'animation et la coordination des actions gouvernementales avant d'y ajouter ses attributions de ministre de l'Economie et des Finances et de ministre de la Communication.

Un accent particulier est mis sur ce qui peut être appelé les attributions spécifiques découlant de la Résolution 1633 du Conseil de Sécurité des Nations unies, de l'Accord de Linas-Marcoussis et des Accords subséquents.

Au total, les attributions dévolues ainsi aux membres du Gouvernement leur permettront d'accomplir efficacement leur mission et d'aider ainsi le Premier ministre, Chef du Gouvernement, à obtenir les résultats que tout le monde attend de lui, à savoir le Désarmement, la Réunification du Pays, le Redéploiement de l'Administration, l'Identification des Personnes, l'Organisation des Elections justes et transparentes, toutes choses devant concourir à obtenir une paix durable en Côte d'Ivoire.

II – COMMUNICATIONS

Au titre du Premier ministre, Chef du Gouvernement en liaison avec le ministère de la Défense et le ministère de l'Intérieur

Le Conseil a entendu une communication relative à la situation militaire et sécuritaire. Cette communication conjointe fait le point de la situation sur deux périodes : du 1er au 14 janvier 2006 et du 14 au 23 janvier 2006.

Outre les questions de la criminalité en général marquées notamment par :

- les vols et braquages de véhicules,

- les attaques de domiciles et maisons de Commerce,

la communication s'étend sur les questions de trouble à l'ordre public dû notamment :

- à l'attaque des deux camps militaires d'Akouédo dans la nuit du 1er au 02 janvier 2006 ;

- au mécontentement suscité par la publication du communiqué final du Groupe de travail international (GTI) en date du 15 janvier 2006.

Sur ce deuxième point, l'accent est mis sur les manifestations et sur leurs conséquences et effets.

En ce qui est des manifestations, il est signalé :

- Des jets de pierres sur des véhicules faisant partie du cortège du Premier ministre, qui a fait l'objet d'une agression à la "Riviera Golf" au niveau du carrefour de la Résidence de Mme Thérèse Houphouët-Boigny, le 15 janvier 2006 ; la vitre arrière d'un véhicule de l'ONUCI de type "4 X 4" et de marque "Toyota Prado" a été endommagée.

- L'incendie d'un véhicule de l'ONUCI de type "4 x 4" de marque "Nissan Patrol" dans les environs de l'Hôtel Ivoire le dimanche 15 janvier 2006 ;

- L'installation de barricades et de barrages dans les principales artères du District d'Abidjan du lundi 16 janvier au jeudi 19 janvier 2006.

-Le siège des sites de l'ONUCI à Abidjan, San-Pédro et Guiglo, ainsi que de l'Ambassade de France et du 43ème BIMA durant cette même période.

En ce qui est des conséquences, il y a lieu de distinguer la situation générale sur l'ensemble du territoire national, de la situation particulière du Département de Guiglo. Au plan général, l'on peut retenir que ces événements ont entravé le déroulement des activités socio-économiques et causé des dommages tant corporels que matériels. Au plan particulier, le Département de Guiglo a été largement touché par les événements : on déplore notamment 5 morts, 19 blessés, beaucoup de dégâts matériels, dont la disparition de 728 tonnes de vivres destinés aux populations les plus démunies. La situation est d'autant plus grave, que les manifestations et les dommages qui en résultent ont entraîné le départ brutal de toutes les Organisations Humanitaires. Aujourd'hui, si on n'y prend garde, on risque d'aboutir à une catastrophe humanitaire dans cette région en plus bien sûr du risque de dégradation de la situation sécuritaire. Et c'est pour ne pas arriver à une telle situation, que le Gouvernement a envisagé un certain nombre de mesures.

Sur le plan sanitaire, des dispositions ont été déjà prises en ce qui est de l'envoi de médicaments pouvant servir sur une période de 15 jours en attendant certainement le retour des Organisations Humanitaires.

Sur le plan alimentaire, le Gouvernement, sur instructions du Président de la République, entend prendre les choses en main pour que les populations concernées aient de la nourriture sur une certaine période. Pour mieux appréhender la situation, une délégation gouvernementale se rendra très prochainement dans la région de Guiglo. Mais auparavant, les cadres et les élus ont déjà fait connaître leur intention de rencontrer sur le terrain les populations concernées et touchées par ces événements, dès le vendredi 27 janvier 2006. Il s'agira pour eux, avant l'arrivée de la délégation gouvernementale, de prendre tous les contacts nécessaires en vue d'une meilleure information des membres de cette délégation et surtout de préparer les esprits à l'apaisement et à la recherche de solutions saluaires pour tous, dont le retour dans les meilleurs délais des Organisations humanitaires. A propos de la délégation gouvernementale, le Premier ministre a souhaité que les actions de cette délégation soient coordonnées et qu'elles reflètent la solidarité de l'équipe gouvernementale. Cette coordination a été séance tenante confiée par le Président de la République, au ministre de la Défense. Le Chef de l'Etat a insisté sur l'impérieuse nécessité d'envoyer d'urgence de la nourriture et notamment du riz, de l'huile et autres produits alimentaires pour assurer la survie des populations concernées. Il a également donné des instructions pour que des équipes médicales comprenant beaucoup d'infirmiers et d'infirmières soient dépêchées dans la région. Le Président de la République a instruit le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances, en vue de prendre toutes dispositions utiles, notamment au plan financier.

Le Premier ministre a, au cours de cette communication, fait une observation sur l'ensemble des événements malheureux qui se sont produits la semaine dernière et qui ont causé beaucoup de torts au pays. Pour le Chef du Gouvernement, il faut tout faire pour prévenir désormais ce genre d'événements pouvant constituer des entraves au processus de paix. Par ailleurs, le Premier ministre a rappelé ce qu'il avait déjà dit aux membres du Gouvernement lors du Conseil de Gouvernement du mardi 24 janvier 2006, à savoir que chaque membre du Gouvernement doit se considérer comme un soldat de la

paix et s'engager pleinement pour le retour de la paix en Côte d'Ivoire. Il s'agit pour les uns et les autres d'expliquer que personne n'a intérêt à entretenir un climat de crise et de trouble. Chacun doit donc s'engager et demeurer dans cette dynamique en acceptant au besoin des humiliations et des affronts.

Avant de terminer son propos sur la question, le Chef du Gouvernement a déploré les nombreuses morts liées à ces événements et souhaité que tout cela soit évité autant que possible à l'avenir pour que le pays puisse aller définitivement à la paix.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Au titre du Ministère de l'Intérieur

Le Conseil a entendu une communication relative à la modification de la durée de validité des attestations administratives d'identité.

L'attestation d'identité est aujourd'hui délivrée pour une période de 6 mois et pour un objet bien déterminé. Mais il se trouve que cette attestation dans la réalité et compte tenu de la suspension de la production des cartes nationales d'identité, constitue le principal document de référence à la disposition des populations au niveau de la justification de leur identité. Pour mieux dire, ce document fait office aujourd'hui de Carte nationale d'identité. C'est dans ce contexte et en attendant la reprise de l'opération d'établissement de la Carte nationale d'identité, qu'il a été demandé que la durée de validité des attestations administratives d'identité passe de 6 à 12 mois, à compter de l'adoption de la présente communication. Cette mesure concerne les attestations d'identité délivrées aussi bien par les services de l'Office national d'identification (ONI) que par les Commissariats de Police et permettra aux détenteurs de cette pièce de justifier leur identité quel que soit l'objet pour lequel elle a été délivrée.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Fait à Abidjan, le 25 janvier 2006
Le Secrétaire général du Gouvernement

Félix TYEOULOU-DYELA
